

	AVANT-PROPOS	I
	ABRÉVIATIONS	III
	DÉFINITIONS.....	V
► COURS 1	L'ENTREPRENEUR INDÉPENDANT	
	L'ENTREPRENEUR INDÉPENDANT	5
	LA SUBORDINATION	7
	LA PROPRIÉTÉ DES OUTILS DE TRAVAIL.....	11
	LA POSSIBILITÉ DE FAIRE DES PROFITS ET LES RISQUES DE PERTES	12
	L'EXIGENCE D'UNE PRESTATION PERSONNELLE.....	12
	L'INTÉGRATION DANS L'ENTREPRISE DU DONNEUR D'OUVRAGE.....	13
	LE STATUT DU TRAVAILLEUR EN VERTU DES LOIS FISCALES	14
	LE CHANGEMENT DE STATUT	14
	LE STATUT CONFÉRÉ PAR LA LOI	15
	CAS D'APPLICATION.....	15
	EXERCICES	18
	RÉPONSES AUX EXERCICES	21
	BIBLIOGRAPHIE.....	23
► COURS 2	LA LÉGISLATION DU TRAVAIL, LE PARTAGE DES COMPÉTENCES ET LES TRIBUNAUX	
	LA LÉGISLATION DU TRAVAIL.....	29
	LA RÉGLEMENTATION.....	32
	LE PARTAGE CONSTITUTIONNEL DES COMPÉTENCES	32
	APERÇU HISTORIQUE	32
	L'ENTREPRISE FÉDÉRALE.....	33
	CERTAINES CONSÉQUENCES DU PARTAGE CONSTITUTIONNEL.....	36
	L'entreprise accessoire à l'entreprise fédérale	38
	LES TRIBUNAUX.....	42
	LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS	42
	LES TRIBUNAUX DE DROIT COMMUN	44
	L'injonction	45
	La révision judiciaire	46
	EXERCICES	50
	RÉPONSES AUX EXERCICES	53
	BIBLIOGRAPHIE.....	55
	ANNEXE : <i>Loi constitutionnelle de 1867</i> , art. 91 et 92	57
► COURS 3	LE CONTRAT INDIVIDUEL DE TRAVAIL	
	LA FORMATION DU CONTRAT DE TRAVAIL.....	63
	LA FORME DU CONTRAT DE TRAVAIL	63
	LA DURÉE DU CONTRAT DE TRAVAIL	63

LE CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE.....	63
La tacite reconduction.....	64
LE CONTRAT À DURÉE INDÉTERMINÉE.....	65
LES OBLIGATIONS DE L'EMPLOYEUR ET DU SALARIÉ.....	65
LES OBLIGATIONS DE L'EMPLOYEUR.....	65
Fournir le travail.....	65
Rémunérer le travail.....	67
Assurer la sécurité du salarié.....	68
Protéger la dignité du salarié.....	68
LES OBLIGATIONS DU SALARIÉ.....	69
Exécuter le travail.....	69
Obéir à l'employeur.....	69
L'obligation de loyauté et de discrétion en cours d'emploi.....	70
L'obligation de loyauté et de discrétion à la fin de l'emploi.....	71
LES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	73
LES CLAUSES RESTRICTIVES DE TRAVAIL.....	73
LA CLAUSE DE NON-CONCURRENCE.....	73
La nécessité de la clause.....	74
La durée.....	74
La portée territoriale.....	75
Les activités interdites.....	75
Le non-respect d'une clause de non-concurrence.....	76
LES AUTRES CLAUSES.....	77
LA FIN DU CONTRAT DE TRAVAIL.....	77
LE DÉCÈS.....	77
L'IMPOSSIBILITÉ D'EXÉCUTION.....	78
LA VENTE DE L'ENTREPRISE.....	78
LE CONSENTEMENT MUTUEL.....	79
L'ÉCHÉANCE D'UN CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE.....	79
LE DÉLAI DE CONGÉ RAISONNABLE.....	79
LE CERTIFICAT DE TRAVAIL.....	81
LES RECOURS FONDÉS SUR LE CONTRAT DE TRAVAIL.....	81
LE RECOURS DU SALARIÉ EN CAS DE RUPTURE DU CONTRAT.....	83
L'obligation de réduire les dommages.....	83
Les dommages matériels.....	84
Les dommages moraux.....	85
Les dommages punitifs.....	86
L'ACTION EN RÉCLAMATION DE SALAIRE.....	87
LES RECOURS DE L'EMPLOYEUR.....	87
EXERCICES.....	89
RÉPONSES AUX EXERCICES.....	94
BIBLIOGRAPHIE.....	97
ANNEXE : DISPOSITIONS DU <i>CODE CIVIL</i> —CONTRAT INDIVIDUEL DE TRAVAIL	
<i>Code civil du Bas-Canada</i>	99
<i>Code civil du Québec</i>	100

► COURS 4 LA LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL

QUI EST VISÉ PAR LA L.N.T. ?.....	107
LE MAINTIEN DU STATUT DE SALARIÉ	108
QUI EST EXCLU ?	108
LES NORMES RELATIVES AU SALAIRE.....	109
LE SALAIRE	109
☆ Les exclusions	110
LE PAIEMENT DU SALAIRE.....	111
LE SALARIÉ AU POURBOIRE.....	112
LA DURÉE DU TRAVAIL	113
LES HEURES SUPPLÉMENTAIRES	113
☆ Les exclusions	115
LE REFUS DE TRAVAILLER	116
LA PRÉSENCE AU TRAVAIL.....	117
LES JOURS FÉRIÉS, CHÔMÉS ET PAYÉS.....	118
L'INDEMNITÉ DE JOUR FÉRIÉ.....	119
LA FÊTE NATIONALE.....	119
LE CONGÉ ANNUEL	120
LE SERVICE CONTINU.....	120
LA DURÉE DU CONGÉ ANNUEL	120
L'indemnité de congé annuel	122
☆ Les exclusions	123
LES REPAS, PAUSE-CAFÉ ET REPOS.....	123
LES ABSENCES POUR CAUSE DE MALADIE, D'ACCIDENT OU D'ACTE CRIMINEL.....	124
LES ABSENCES POUR RAISONS FAMILIALES OU PARENTALES	125
LE CONGÉ DE MATERNITÉ	128
L'AVIS À L'EMPLOYEUR ET LE CERTIFICAT MÉDICAL	128
LA GROSSESSE À RISQUE.....	129
L'INTERRUPTION DE GROSSESSE	129
LA PROLONGATION, LA SUSPENSION ET LE FRACTIONNEMENT DU CONGÉ	130
LE RETOUR AU TRAVAIL DE LA SALARIÉE.....	130
LE CONGÉ PARENTAL	131
LE RETOUR AU TRAVAIL.....	133
LE CONGÉ DE PATERNITÉ.....	133
LA RÉMUNÉRATION DU CONGÉ DE MATERNITÉ, DE PATERNITÉ OU PARENTAL	134
LES ABSENCES DU SALARIÉ RÉSERVISTE.....	135
LE HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE.....	135
LE TRAVAIL DES ENFANTS.....	137
NORMES DIVERSES	138
LE VÊTEMENT PARTICULIER.....	138

LES OUTILS DE TRAVAIL.....	138
LES FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE FORMATION.....	138
LA CHAMBRE ET LA PENSION.....	138
L'AVIS DE CESSATION D'EMPLOI OU DE MISE À PIED.....	139
LA FIN DU CONTRAT DE TRAVAIL.....	139
LA MISE À PIED POUR 6 MOIS OU PLUS.....	139
☆ Les exclusions.....	140
L'AVIS DE LICENCIEMENT COLLECTIF.....	141
☆ Les exclusions.....	142
LE CERTIFICAT DE TRAVAIL.....	143
LES EFFETS DES NORMES DU TRAVAIL.....	143
LA VENTE OU LA CONCESSION DE L'ENTREPRISE.....	144
LES PRATIQUES INTERDITES.....	145
LES MESURES ET LES MOTIFS PROHIBÉS.....	145
L'atteinte de l'âge de la retraite.....	146
LES RECOURS.....	147
LE RECOURS À L'ENCONTRE D'UNE PRATIQUE INTERDITE.....	147
La plainte.....	148
La médiation.....	148
L'établissement de la présomption.....	149
L'autre cause juste et suffisante.....	151
L'audition.....	153
Le pouvoir de réparation de la CRT.....	153
La décision et sa révision.....	154
L'exécution de la décision.....	154
LE RECOURS EN CAS DE HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE.....	155
LE RECOURS À L'ENCONTRE D'UN CONGÉDIEMENT FAIT SANS UNE CAUSE JUSTE ET SUFFISANTE.....	157
La médiation.....	160
Les motifs du congédiement.....	160
La plainte déferée à la CRT.....	160
La cause juste et suffisante.....	160
<i>Le congédiement administratif</i>	162
Les pouvoirs de réparation de la CRT.....	163
La décision et sa révision.....	164
L'exécution de la décision.....	165
LE DÉSACCORD SUR LE STATUT DE SALARIÉ.....	165
LA RÉCLAMATION PÉCUNIAIRE.....	166
LES POURSUITES PÉNALES.....	168
EXERCICES.....	169
RÉPONSES AUX EXERCICES.....	177
BIBLIOGRAPHIE.....	183

► COURS 5	LE CODE DU TRAVAIL : Introduction	
	LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL (CRT)	189
	LA COMPÉTENCE DE LA CRT	189
	LE RÔLE DE LA CRT	190
	LA PROCÉDURE ET LA PREUVE	190
	LES POUVOIRS D'ORDONNANCE ET DE REDRESSEMENT DE LA CRT	192
	LA DÉCISION DE LA CRT	192
	L'exécution de la décision	193
	LA RÉVISION OU LA RÉVOCATION	193
	La procédure de révision ou de révocation	195
	LE CODE EN RÉSUMÉ	195
	LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION	196
	QUI EST VISÉ PAR LE CODE?	197
	L'EMPLOYEUR	197
	LA NOTION DE SALARIÉ	197
	☆ Les exclusions	198
	LE CHANGEMENT DE STATUT DU SALARIÉ	201
	L'ACTIVITÉ SYNDICALE DANS L'ENTREPRISE	201
	LA PROTECTION DE L'ACTIVITÉ SYNDICALE	202
	LA PROTECTION DE L'ASSOCIATION CONTRE L'INGÉRENCE PATRONALE	202
	LA PROTECTION INDIVIDUELLE	204
	LES RECOURS	204
	LES RECOURS GÉNÉRAUX	204
	LA PLAINTÉ POUR ACTIVITÉS SYNDICALES	205
	La preuve sur la plainte	206
	L'autre cause juste et suffisante	208
	Le pouvoir de réparation de la CRT	209
	EXERCICES	211
	RÉPONSES AUX EXERCICES	216
	BIBLIOGRAPHIE	219
	ANNEXE A – Pouvoirs d'ordonnance et de redressement de la CRT	220
	ANNEXE B – Recours formés en vertu d'autres lois	222
► COURS 6	LE CODE DU TRAVAIL : L'accréditation	
	QUI PEUT DEMANDER L'ACCRÉDITATION?	229
	LA REQUÊTE EN ACCRÉDITATION	230
	LA RÉOLUTION	231
	LES FORMULES D'ADHÉSION	232
	LE MOMENT POUR DÉPOSER LA REQUÊTE EN ACCRÉDITATION	232
	LA REQUÊTE EN « CHAMP LIBRE »	233
	L'ASSOCIATION EST ACCRÉDITÉE, MAIS INEFFICACE	233

UNE CONVENTION COLLECTIVE VIENT À ÉCHÉANCE.....	233
LA CONVENTION COLLECTIVE N'EST PAS DÉPOSÉE AUPRÈS DU MINISTRE	234
LES EFFETS DU DÉPÔT DE LA REQUÊTE EN ACCRÉDITATION	234
LE MAINTIEN DES CONDITIONS DE TRAVAIL	235
Les recours en cas de modification illégale	236
LE SORT DE LA REQUÊTE EN ACCRÉDITATION	237
LA COMPÉTENCE DE L'AGENT DE RELATIONS DU TRAVAIL	238
LA COMPÉTENCE DE LA CRT.....	240
L'UNITÉ DE NÉGOCIATION.....	240
La volonté des salariés	241
L'historique des relations du travail.....	241
La division territoriale ou géographique de l'entreprise	241
La paix industrielle.....	242
La communauté d'intérêts entre les salariés	242
LES PERSONNES VISÉES PAR L'UNITÉ DE NÉGOCIATION.....	243
LE CARACTÈRE REPRÉSENTATIF	243
Le calcul des effectifs	244
Le vote au scrutin secret.....	245
Les modalités de vote	246
L'OCTROI OU LE REFUS DE L'ACCRÉDITATION	247
EXERCICES	249
RÉPONSES AUX EXERCICES	253
BIBLIOGRAPHIE.....	255
ANNEXE A : Délai pour présenter une requête en accréditation (article 22 du <i>Code du travail</i>)	256
ANNEXE B : Conditions menant à l'acceptation ou au rejet d'une requête en accréditation en « champ libre » par un agent de relations du travail (une seule association requérante).....	257

► COURS 7 **LE CODE DU TRAVAIL : Les conséquences de l'accréditation**

LE MONOPOLE DE REPRÉSENTATION	263
LA RETENUE SYNDICALE OBLIGATOIRE	263
L'OBLIGATION DE REPRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION	264
LES COMPORTEMENTS PROHIBÉS.....	265
LES RECOURS EN CAS DE VIOLATION DE L'OBLIGATION DE REPRÉSENTATION	267
LA PLAINTÉ EN CAS DE RENVOI, DE MESURE DISCIPLINAIRE OU DE HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE.....	267
La preuve du salarié.....	269
La décision de la CRT.....	269
LA PLAINTÉ NE PORTANT PAS SUR UN RENVOI OU UNE MESURE DISCIPLINAIRE.....	270
LA PROCÉDURE.....	272
LE RECOURS PÉNAL	272
LA DÉMOCRATIE SYNDICALE	272

L'ACTUALISATION DE L'ACCRÉDITATION	273
L'ALIÉNATION ET LA CONCESSION DE L'ENTREPRISE.....	275
L'ALIÉNATION ET LA CONCESSION.....	276
LA CONTINUITÉ DE L'ENTREPRISE.....	277
LE LIEN DE DROIT ENTRE EMPLOYEURS SUCCESSIFS	280
LES EFFETS DE L'ALIÉNATION ET DE LA CONCESSION.....	281
Les effets de la concession partielle	283
Le changement de compétence législative	283
LE RÈGLEMENT DES DIFFICULTÉS.....	284
LA RÉVOCATION DE L'ACCRÉDITATION.....	285
LES EFFETS DE LA RÉVOCATION	287
EXERCICES	288
RÉPONSES AUX EXERCICES	292
BIBLIOGRAPHIE.....	294

► **COURS 8** **LE CODE DU TRAVAIL : La négociation collective**

LA NÉGOCIATION COLLECTIVE	299
L'AVIS DE NÉGOCIATION	299
L'ACQUISITION DU DROIT DE GRÈVE ET DE LOCK-OUT.....	300
LA DILIGENCE ET LA BONNE FOI.....	301
LE VOTE SUR LES DERNIÈRES OFFRES PATRONALES.....	303
LA CONCILIATION ET LA MÉDIATION	304
L'ARBITRAGE DE DIFFÉREND	304
L'ARBITRAGE VOLONTAIRE.....	305
L'ARBITRAGE OBLIGATOIRE.....	306
Les policiers et les pompiers municipaux.....	306
L'arbitrage dans le cas de la négociation de la première convention collective...	307
EXERCICES	309
RÉPONSES AUX EXERCICES	312
BIBLIOGRAPHIE.....	314

► **COURS 9** **LE CODE DU TRAVAIL : Les moyens de pression**

LA GRÈVE.....	319
L'ARRÊT DE TRAVAIL PAR UN GROUPE DE SALARIÉS.....	319
LA CONCERTATION.....	320
LES CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT DE GRÈVE	321
LE LOCK-OUT.....	322
LE MAINTIEN DU LIEN D'EMPLOI	323
LES DISPOSITIONS ANTI-BRISEURS DE GRÈVE.....	323
LES RECOURS EN CAS DE GRÈVE ET DE LOCK-OUT ILLÉGAUX	326
LES POURSUITES PÉNALES.....	326
LES RECOURS CIVILS.....	328

LE PIQUETAGE.....	330
LA FIN DE LA GRÈVE.....	331
LES LOIS SPÉCIALES DE RETOUR AU TRAVAIL.....	332
LE PROTOCOLE DE RETOUR AU TRAVAIL.....	333
EXERCICES	335
RÉPONSES AUX EXERCICES	338
BIBLIOGRAPHIE.....	340
ANNEXE : EXEMPLE DE PROTOCOLE DE RETOUR AU TRAVAIL.....	342

► **COURS 10** **LE CODE DU TRAVAIL : La convention collective et son application**

LA CONVENTION COLLECTIVE	349
LES CONDITIONS DE VALIDITÉ DE LA CONVENTION COLLECTIVE.....	349
LA DURÉE DE LA CONVENTION COLLECTIVE	350
LE CONTENU DE LA CONVENTION COLLECTIVE	352
LE TRAITEMENT DES GRIEFS.....	355
LA NOTION DE GRIEF	356
LA PROPRIÉTÉ DES GRIEFS	356
LA PROCÉDURE DE RÈGLEMENT DES GRIEFS.....	357
LES DÉLAIS	358
LA NOMINATION DE L'ARBITRE ET DES ASSESSEURS.....	359
L'ARBITRAGE DU GRIEF.....	360
LA DÉCISION DE L'ARBITRE.....	364
LE DÉLAI POUR RENDRE LA SENTENCE	368
L'EXÉCUTION DE LA DÉCISION.....	368
EXERCICES	370
RÉPONSES AUX EXERCICES	373
BIBLIOGRAPHIE.....	375
ANNEXE : Exemple d'une procédure de règlement des griefs.....	378

► **COURS 11** **LES RÉGIMES SPÉCIAUX**

LA LOI SUR LES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE.....	385
QUI EST VISÉ PAR LA L.D.C.C. ?	385
L'EMPLOYEUR.....	385
LE SALARIÉ	386
☆ Les exclusions.....	386
L'ADOPTION DU DÉCRET.....	387
LA CONVENTION COLLECTIVE	387
LA PROCÉDURE D'EXTENSION.....	387
LES CRITÈRES CONSIDÉRÉS PAR LE MINISTRE.....	388
LE CONTENU DU DÉCRET	389
LES EFFETS DU DÉCRET.....	389

LE COMITÉ PARITAIRE	391
LES POUVOIRS DU COMITÉ PARITAIRE	391
LES RECOURS	392
LES RECOURS CIVILS.....	392
LES POURSUITES PÉNALES.....	394
L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION	394
QUI EST VISÉ PAR LA L.R.T.I.C. ?	395
L'EMPLOYEUR.....	395
L'ENTREPRENEUR AUTONOME	396
LE SALARIÉ	396
LE CHAMP D'APPLICATION DE LA L.R.T.I.C.	396
LA NÉGOCIATION COLLECTIVE	397
LES PARTIES À LA NÉGOCIATION COLLECTIVE.....	397
La partie patronale	397
La partie syndicale.....	399
LA CONCILIATION ET LA MÉDIATION	400
L'ARBITRAGE DE DIFFÉREND.....	401
LES MOYENS DE PRESSION	402
LA CONVENTION COLLECTIVE.....	402
LE CONTENU DES CONVENTIONS COLLECTIVES.....	402
Les conventions sectorielles	402
Les clauses communes	403
Les clauses interdites.....	403
LA DURÉE DE LA CONVENTION COLLECTIVE	404
L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION COLLECTIVE	404
LA PORTÉE DE LA CONVENTION COLLECTIVE.....	404
LA LIBERTÉ SYNDICALE	405
L'ACTIVITÉ SYNDICALE SUR LES LIEUX DE TRAVAIL.....	405
LA COMMISSION DE LA CONSTRUCTION	406
LES RECOURS	407
LES RECOURS CIVILS.....	407
La Commission des relations du travail (CRT)	408
L'arbitre de grief.....	409
Les tribunaux de droit commun	410
LES POURSUITES PÉNALES.....	410
LES SERVICES PUBLICS ET LES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC	411
LES SERVICES PUBLICS.....	412
LE MAINTIEN DES SERVICES ESSENTIELS.....	413
L'AVIS DE GRÈVE ET DE RETOUR AU TRAVAIL	414
LES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC	415
L'ACCREDITATION.....	415
La fonction publique.....	416

Le secteur de la santé	417
LA NÉGOCIATION COLLECTIVE.....	417
La fonction publique.....	418
<i>Les agents de la paix</i>	418
Les secteurs de l'éducation et de la santé	418
<i>La négociation à l'échelle nationale</i>	419
<i>Les salaires et les échelles de salaire</i>	420
<i>La négociation à l'échelle locale ou régionale et les arrangements locaux</i>	420
Les organismes gouvernementaux	421
LES MOYENS DE PRESSION.....	422
LES POUVOIRS D'INTERVENTION ET DE REDRESSEMENT DU CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS.....	423
EXERCICES	425
RÉPONSES AUX EXERCICES	430
BIBLIOGRAPHIE.....	433

► COURS 12 LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

LA LOI SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL	439
LES INTERVENANTS.....	439
LA COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL.....	439
LA COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES	440
L'INSPECTEUR.....	440
LE COMITÉ DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ	441
LE REPRÉSENTANT À LA PRÉVENTION	443
LE MÉDECIN RESPONSABLE	443
LE DIRECTEUR DE SANTÉ PUBLIQUE	444
QUI EST VISÉ PAR LA L.S.S.T. ?.....	445
L'EMPLOYEUR.....	445
LE TRAVAILLEUR.....	445
LES DROITS DU TRAVAILLEUR.....	445
LES DROITS GÉNÉRAUX	445
LE DROIT DE REFUS.....	446
LE DROIT DE RETRAIT PRÉVENTIF	449
Le travailleur est affecté à d'autres tâches	450
Le travailleur n'est pas affecté à d'autres tâches	450
LE RETRAIT PRÉVENTIF DE LA TRAVAILLEUSE ENCEINTE	451
La travailleuse est affectée à d'autres tâches.....	452
La travailleuse n'est pas affectée à d'autres tâches	452
LE RETRAIT PRÉVENTIF DE LA TRAVAILLEUSE QUI ALLAITE	453
LES OBLIGATIONS DU TRAVAILLEUR	453
LES DROITS DE L'EMPLOYEUR.....	453
LES OBLIGATIONS DE L'EMPLOYEUR	454
LES RECOURS	455
LES RECOURS CIVILS.....	455

La plainte devant la CSST.....	455
La décision de la CSST	456
Le recours à l'arbitrage de griefs	457
LES POURSUITES PÉNALES.....	457

LA LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES

PROFESSIONNELLES	458
QUI EST VISÉ PAR LA L.A.T.M.P. ?	460
L'EMPLOYEUR	460
LE TRAVAILLEUR.....	460
LES PERSONNES INSCRITES À LA CSST	461
LA LÉSION PROFESSIONNELLE.....	461
L'ACCIDENT DU TRAVAIL	462
LA MALADIE PROFESSIONNELLE.....	466
LA RÉCIDIVE, LA RECHUTE OU L'AGGRAVATION.....	466
L'AGGRAVATION D'UNE CONDITION PERSONNELLE PRÉEXISTANTE.....	468
LES INDEMNITÉS	468
L'INDEMNITÉ DE REMPLACEMENT DU REVENU	469
Le calcul de l'indemnité de remplacement du revenu	471
Le paiement de l'indemnité de remplacement du revenu.....	471
L'INDEMNITÉ POUR PRÉJUDICE CORPOREL	472
LES INDEMNITÉS DE DÉCÈS	472
L'AVIS ET LA DEMANDE D'INDEMNISATION	473
LA PROCÉDURE D'ÉVALUATION MÉDICALE	474
LA DÉCISION DE LA CSST.....	476
LE DOSSIER DU TRAVAILLEUR	477
LA RÉADAPTATION.....	478
LA RÉADAPTATION PHYSIQUE	478
LA RÉADAPTATION SOCIALE	478
LA RÉADAPTATION PROFESSIONNELLE	479
L'ASSIGNATION TEMPORAIRE	479
LE DROIT DE RETOUR AU TRAVAIL	480
LES RECOURS	482
LES RECOURS CIVILS.....	482
LES POURSUITES PÉNALES.....	483
EXERCICES	484
RÉPONSES AUX EXERCICES	488
BIBLIOGRAPHIE.....	491

► COURS 13 LES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE

LE DOMAINE D'APPLICATION DES CHARTES.....	499
L'INTERPRÉTATION DES CHARTES.....	500
LES LIMITES À L'EXERCICE DES DROITS ET LIBERTÉS.....	500

LES DISPOSITIONS JUSTIFICATIVES.....	500
LES DISPOSITIONS DE DÉROGATION.....	501
LES DROITS ET LIBERTÉS.....	501
LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION.....	504
LA DISCRIMINATION.....	507
LES FORMES DE LA DISCRIMINATION.....	508
La discrimination directe.....	508
La discrimination indirecte.....	509
<i>L'obligation d'accommodement</i>	509
La discrimination systémique.....	511
LES NORMES CONTRE LA DISCRIMINATION DANS LE DOMAINE DE L'EMPLOI.....	512
La discrimination à l'embauche.....	512
Les antécédents judiciaires.....	513
L'équité salariale.....	515
Les aptitudes ou qualités requises par un emploi.....	516
L'institution sans but lucratif.....	517
LE HARCÈLEMENT.....	518
LE HARCÈLEMENT SEXUEL.....	518
LES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ.....	518
LE CAS PARTICULIER DU GOUVERNEMENT.....	520
LES RECOURS.....	521
LES RECOURS CIVILS.....	521
La plainte à la Commission.....	521
Le Tribunal des droits de la personne.....	522
Les autres tribunaux.....	523
Les mesures de réparation.....	524
LES POURSUITES PÉNALES.....	525
EXERCICES.....	526
RÉPONSES AUX EXERCICES.....	530
BIBLIOGRAPHIE.....	533